« Adapter commercialisation et production »

Présidente du Sidoc (Syndicat interprofessionnel des oléiculteurs de Corse) et oléicultrice, Sandrine Marfisi revient sur l'actualité de la filière et les difficultés que rencontre la profession.

« La campagne vient de s'achever et globalement il s'agit d'une petite année pour tout le monde. On est à 90 000 litres de production total en Corse pour l'année 2019/2020. 85 % de ces volumes sont en AOP. Les autres années en moyenne c'est 65 %. Comme c'est une petite année, les oléiculteurs, qui sont pour la plupart des professionnels, ont moins d'appréhensions pour écouler le produit. Au niveau des consommateurs, la demande d'huile d'olive reste énorme », esquisse-t-elle.

Adapter la fertilisation et l'irrigation

L'olivier est un arbre qui a une alternance marquée. En Corse beaucoup plus qu'ailleurs, puisque sont exploités deux tiers de vergers multiséculaires qui ne sont pas irrigués.

« Les oliviers produisent désormais une année sur trois. Le tiers qui reste sont des vergers plus jeunes à l'irrigation qui ont une alternance beaucoup moins marquée. On reste optimiste car la moyenne lisse sur dix ans est en hausse de 15 %. Ainsi la production 2018-2019 a été trois fois plus importante que 2019-2020. »

Le syndicat travaille sur de nouvelles pratiques agricoles, pour apporter la fertilisation non plus au sol mais en foliaire (pulvérisé).

L'olivier est l'arbre fruitier qui a le plus de résilience au manque de pluie. « Au cours de l'année, on compte deux périodes cruciales. Il faut s'adapter et amener l'eau de manière beaucoup plus ponctuelle pour ne pas la gaspiller le reste du temps. »

De nouvelles formations sont proposées pour apprendre aux professionnels à s'adapter aux nouvelles pratiques. « L'oléiculteur n'est pas seul. Mais il doit se former, s'inscrire dans une démarche collective, aller au-devant des problèmes qu'il peut rencontrer. C'est crucial pour son avenir. »

La filière a comme politique de ne pas inciter à l'installation en monoculture. Tirer ses revenus uniquement de l'olivier est difficile, à cause de cette alternance inscrite dans sa physiologie.

« Nous avons demandé aux instances agricoles, l'Odarc et la Chambre d'agriculture, de suivre cette préconisation. Nous déconseillons aux jeunes de s'installer uniquement en monoculture. Quand vous débutez, vous avez besoin de revenus réguliers et c'est suffisamment dur. »

« Changement climatique, Xylella fastidiosa, espèce menacée par les champignons en recrudescence... le contexte est beaucoup plus difficile qu'il y a 15 ans.

Encourager la rénovation de l'oliveraie

Un Observatoire du dépérissement des oliviers se met en place cette année pour trois

ans. Le syndicat constate des problèmes récurrents (dépérissement, baisse de production, arbres mal en point). « On nous dit qu'il ne s'agit pas de la Xylella. Mais que se passe-t-il alors ? », s'inquiète Sandrine Marfisi.

« La bactérie est dangereuse quelle qu'elle soit. En Corse, il existe une diversité des variétés importante. Dans les Pouilles, on compte deux variétés de Xylella, sur notre île, on en dénombre sept. »

La culture de l'olivier est l'une des plus vieilles de Corse, au même titre que la vigne et la castanéiculture.

« Nous encourageons la rénovation, sa richesse est inscrite dans notre patrimoine. En termes de production la réhabilitation donne des résultats plus rapides que la plantation et permet de sécuriser le revenu », argumente-t-elle. Le syndicat est enfin arrivé à produire des plants d'oliviers certifiés. À l'automne 2020, quasiment tous les oléiculteurs qui ont fait la demande vont pouvoir être livrés, pour planter les sept variétés de l'AOP de Corse. « Nous allons enfin livrer de manière non restrictive les oléiculteurs. Depuis 2015, seulement les prioritaires pouvaient en bénéficier. Ce n'était pas à la hauteur de la demande. Produire des oliviers pour notre propre besoin est un projet pharaonique en Corse. C'est unique et l'île est précurseur. Désormais, le Continent nous emboîte le pas. La certification définitive des premiers oliviers par les instances nationales est une réalité », affirme la présidente.

A.-F. I.